

§ 7. — Les prénoms, noms, professions, domiciles des témoins et leur qualité de majeurs.

§ 8. — La déclaration qu'il a été ou qu'il n'a pas été fait de contrat de mariage et, autant, que possible, la date du contrat s'il existe, ainsi que les nom et lieu de résidence du notaire qui l'aura reçu.

§ 9. — Le ou les prénoms, le nom et la désignation officielle de l'officier de l'état civil ayant signé l'acte.

§ 10. — En cas de divorce subséquent, mention en est faite à la fin de l'acte.

f) Indications à porter dans un acte de décès.

§ 1^{er}. — Le jour, l'heure et le lieu du décès.

§ 2. — Le ou les prénoms, nom, date et lieu de naissance (ou âge), profession et domicile de la personne décédée.

§ 3. — Les prénoms, noms, professions et domiciles de ses père et mère.

§ 4. — Le ou les prénoms et nom de l'autre (ou des autres) époux, si la personne décédée était mariée, veuve ou divorcée.

§ 5. — Le ou les prénoms, nom, âge, profession et domicile du déclarant et, s'il y a lieu, son degré de parenté avec la personne décédée.

Le tout autant qu'on pourra le savoir.

§ 6. — La date et l'heure auxquelles l'acte a été dressé.

§ 7. — Le ou les prénoms, le nom et la désignation officielle de l'officier de l'état civil ayant signé l'acte.

g) Indications à porter dans un acte de reconnaissance d'enfant naturel.

§ 1^{er}. — La date, le lieu de naissance, le sexe et le nom de l'enfant.

§ 2. — Le ou les prénoms, le nom, la profession, le domicile et, s'il y a lieu, la résidence, ainsi que la date et le lieu de naissance ou l'âge du père et (ou) de la mère.

§ 3. — La reconnaissance de paternité et (ou) de maternité.

§ 4. — La date et l'heure auxquelles l'acte a été dressé.

§ 5. — Le ou les prénoms, le nom et la désignation officielle de l'officier de l'état civil ayant signé l'acte.

h) Indications à porter dans une transcription de jugement
ou d'arrêt de divorce et tous autres jugements,
arrêts ou ordonnances en matière d'état civil.

§ 1^{er}. — Seul est transcrit le dispositif du jugement, de l'arrêt ou de l'ordonnance.

§ 2. — A ce dispositif sont ajoutés la date de la transcription, le ou les prénoms, le nom et la désignation officielle de l'officier de l'état civil par lequel l'acte a été dressé.

13 Avril 1937 ÉQUATEUR.

CONVENTION D'EXTRADITION, SIGNÉE A QUITO.

Son Excellence le Président de la République française et Son Excellence le chef suprême de la République de l'Équateur, désirant régler, au moyen d'une convention, l'extradition réciproque des individus poursuivis ou condamnés par les autorités judiciaires, ont nommé à cet effet, pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Son Excellence le Président de la République française : M. Georges Terver, envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de la République française en Équateur, officier de la Légion d'honneur,

Son Excellence le chef suprême de la République de l'Équateur : M. Carlos-Manuel Larrea R., Ministre des Relations extérieures de l'Équateur, grand officier de l'Ordre national « Al Merito », chevalier de la Légion d'honneur, etc.,

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont convenu des articles suivants :

Article 1^{er}. — Chacune des Hautes Parties Contractantes s'engage à livrer réciproquement à l'autre, dans les circonstances et les conditions établies par la présente Convention, les individus qui, étant poursuivis ou condamnés pour un crime ou un délit commis soit sur le territoire métropolitain, soit sur celui des colonies, protectorats et pays sous mandat, soit dans l'étendue de la juridiction consulaire de l'une des deux Parties, seront trouvés, soit sur le territoire métropolitain, soit sur celui des colonies, protectorats et pays sous mandat, soit dans l'étendue de la juridiction consulaire de l'autre.

Lorsque le crime ou le délit motivant la demande d'extradition aura été commis en dehors d'un des territoires ou des zones ci-dessus désignés de l'État requérant, il sera donné suite à cette demande si la législation du pays requis autorise la poursuite des mêmes infractions, commises hors de son territoire, à moins que l'extradition ne doit demandée pour ce même fait et puisse être obtenue par le Gouvernement d'un pays où le fait a été commis.

Article 2. — Les crimes ou délits à raison desquels l'extradition sera accordée seront les suivants :

1°. Homicide volontaire comprenant les crimes d'assassinat, meurtre, parricide, infanticide et empoisonnement ;

2°. Incendie volontaire ;

3°. Coups portés et blessures faites volontairement, soit avec préméditation, soit quand il en est résulté une infirmité ou une incapacité permanente de travail personnel, la perte ou la privation de l'usage absolu d'un membre ou de tout autre organe, ou la mort sans intention de la donner ;

4°. — Viol, attentat à la pudeur avec violence, attentat à la pudeur sans violence sur des enfants au-dessous de l'âge déterminé par la législation pénale des deux pays ;

5°. Enlèvement ou non-représentation de mineurs ; recel, substitution ou supposition d'enfant ;

6°. Vol, extorsion ;

7°. Destruction ou dérangement, dans une intention coupable, d'une voie ferrée ou de communication télégraphique ou téléphonique ;

8°. Échouement, naufrage, perte ou destruction volontaire et illégale d'un navire par le capitaine ou les officiers et gens de l'équipage de ce navire ;

9°. Faux en écriture ou falsification de documents publics, de commerce ou privés, falsification de dépêches télégraphiques, usage de faux ;

10°. Falsification ou altération frauduleuse d'actes officiels émanant du Gouvernement ou de l'autorité publique, usage frauduleux des actes ainsi altérés ou falsifiés ;

11°. Fabrication de fausse monnaie ; falsification ou altération de titres ou coupons de la dette publique, de billets de banque nationaux ou étrangers, de papier-monnaie ou d'autres valeurs publiques, des sceaux, timbres, coins, marques de l'État ou des administrations publiques ; mise en circulation ou usage frauduleux des objets mentionnés ci-dessus, altérés ou falsifiés ;

12°. Détournement de deniers publics par des employés publics ou dépositaires ; corruption de fonctionnaires ;

13°. Banqueroute frauduleuse ;

14°. Menaces d'attentat contre les personnes ou les propriétés punissables de peines criminelles ;

15°. Attentat à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers ;

- 16°. Faux témoignage, parjure, subornation de témoins, experts ou interprètes ;
- 17°. Escroquerie, abus de confiance, abus de blanc-seing ;
- 18°. Avortement ;
- 19°. Bigamie ;
- 20°. Attentat aux mœurs :

a) En excitant, favorisant ou facilitant habituellement la débauche ou la corruption de la jeunesse de l'un ou de l'autre sexe au-dessous de l'âge fixé pour ces différents cas par la loi pénale de l'État requis ;

b) En embauchant, entraînant ou détournant, pour satisfaire les passions d'autrui, une femme ou fille mineure, en vue de la débauche, même avec son consentement ;

21°. Évasion des prisons ou des pénitenciers des deux pays des individus condamnés pour un des crimes ou délits spécifiés au présent article et dont la peine principale n'est pas prescrite.

Sont comprises dans les qualifications précédentes la complicité, la tentative et le recel lorsqu'ils sont prévus et punis par les législations des deux pays.

L'extradition ne pourra, dans tous les cas, avoir lieu :

1°. Pour les condamnés contradictoirement ou par défaut que lorsque la peine prononcée sera au moins d'un an d'emprisonnement ;

2°. Pour les prévenus, que lorsque le maximum de la peine applicable au fait incriminé sera, d'après la législation des deux pays, d'au moins deux ans d'emprisonnement.

Article 3. — Il est convenu d'une façon générale que pour les cas non spécifiés dans l'article précédent, l'extradition sera accordée pour les individus qui auraient commis des infractions qualifiées crime ou délit à un an de prison.

Article 4. — L'extradition ne sera pas accordée si l'infraction pour laquelle elle est demandée est considérée par la Partie requise comme un délit politique ou un fait connexe à un semblable délit.

Ne sera pas réputé délit politique ni fait connexe à un semblable délit l'attentat contre la personne du chef d'un État étranger ou contre celle des membres de sa famille quand cet attentat revêt le caractère d'un homicide, d'un assassinat ou d'un empoisonnement.

Article 5. — Si l'État requérant présente une demande d'extradition pour un fait puni de la peine capitale, d'après sa législation interne, cette demande devra être accompagnée d'un engagement formel d'examiner avec toute la bienveillance possible le recours en grâce que formerait l'extradé, au cas où il serait condamné à la peine de mort ou à une peine perpétuelle.

Article 6. — L'individu extradé ne pourra être poursuivi ou jugé contradictoirement pour une infraction autre que celle qui a motivé l'extradition, que dans les cas suivants :

1°. S'il a demandé à être jugé ou à subir sa peine, auquel cas sa demande sera communiquée au Gouvernement qui l'a livré ;

2°. S'il n'a pas quitté, pendant le mois qui suit son élargissement définitif, le pays auquel il a été livré ;

3°. Si l'infraction est comprise dans la Convention et si le Gouvernement auquel, il a été livré a obtenu préalablement l'adhésion du Gouvernement qui a accordé l'extradition. Ce dernier pourra, s'il le juge convenable, exiger la production de l'un des documents mentionnés dans l'article 8 de la présente Convention.

La réextradition à un pays tiers est soumise aux mêmes règles.

Article 7. — Il n'y aura pas lieu à extradition si la prescription de l'action ou de la peine, depuis les faits imputés, le dernier acte de poursuite ou la condamnation, est acquise d'après la législation de l'État requis.

L'extradition n'aura pas lieu non plus si les infractions à raison desquelles elle est demandée ont été commises dans le pays requis, ou si, quoique commises hors de ce pays, elles y ont été jugées définitivement, et qu'en cas de condamnation la peine ait été subie ou prescrite, ou la grâce obtenue.

Article 8. — L'extradition ne sera accordée que sur la production des documents ci-après désignés, accompagnés autant que possible d'une traduction française :

1°. Une sentence de condamnation, ou un acte de procédure décrétant formellement ou opérant de plein droit le renvoi de l'inculpé devant la juridiction répressive, ou bien un mandat d'arrêt, ou tout autre acte ayant la même force ;

2°. Un exposé des faits incriminés, quand cette indication ne résultera pas des documents mentionnés dans le paragraphe précédent.

(Les documents visés dans les deux paragraphes ci-dessus seront produits en original ou en expédition authentique) ;

3°. Le signalement de l'individu réclamé ou les signes particuliers pouvant servir à établir son identité ;

4°. Le texte de la loi ou des lois pénales applicables au fait incriminé.

Article 9. — Les demandes d'extradition seront toujours adressées par la voie diplomatique.

Article 10. — Dans les cas urgents, l'arrestation provisoire de l'inculpé sera effectuée sur l'avis donné par la poste ou le télégraphe de l'existence d'un mandat d'arrêt, pourvu que cet avis soit transmis par la voie diplomatique ou consulaire.

Article 11. — L'arrestation provisoire cessera d'être maintenue et l'étranger sera remis en liberté si, dans le délai de quatre mois, à compter du jour de l'arrestation, le Gouvernement requis n'est pas saisi, conformément aux articles 8 et 9, de la demande d'extradition accompagnée des pièces nécessaires.

Article 12. — En cas de réclamation du même individu de la part de deux États pour crimes ou délits distincts, le Gouvernement requis, quelles que soient la date de la demande et la nationalité du fugitif, statuera en prenant pour base la gravité des faits incriminés.

S'il s'agit de délits d'égale gravité et si les demandes ont été reçues à la même date, le fugitif sera livré à l'État dont il relève comme national. S'il n'est le national d'aucun des États requérants, il sera livré au Gouvernement dont la requête aura été reçue la première.

Article 13. — Si l'individu réclamé est poursuivi ou condamné dans l'État requis, son extradition pourra être différée jusqu'à ce que les poursuites soient abandonnées, qu'il soit acquitté ou absous, ou qu'il ait subi sa peine.

Dans le cas où il serait poursuivi ou détenu dans le même pays, à raison d'obligations qu'il aurait contractées envers des particuliers, son extradition aura lieu néanmoins, sous réserve pour ceux-ci, de faire valoir ensuite leurs droits devant l'autorité compétente.

Article 14. — L'obligation de l'extradition ne s'étend en aucun cas aux nationaux des deux pays.

Toutefois, les Hautes Parties Contractantes s'engagent à faire poursuivre et juger suivant leur législation leurs nationaux respectifs qui commettent des infractions contre les lois de l'autre État, après que le Gouvernement de l'État dont les lois ont été violées aura présenté la demande pertinente par voie diplomatique, pourvu que ces infractions rentrent dans les catégories désignées à l'article 2 ou se trouvent dans les conditions définies à l'article 6. La demande sera accompagnée des objets, dossiers, documents et autres informations nécessaires, les autorités du pays réclamant devant procéder comme si elles avaient elles-mêmes à suivre la poursuite. Dans ce cas, tous les actes et documents seront dressés gratuitement.

Aucun ressortissant des Hautes Parties Contractantes ne sera toutefois traduit devant les tribunaux de son pays, s'il a été déjà poursuivi et jugé pour le même fait sur le territoire où le délit s'est commis, même en cas d'acquiescement, et en cas de condamnation, s'il a subi ou prescrit sa peine ou obtenu sa grâce.

Article 15. — Les objets saisis pouvant servir de pièces à conviction, ainsi que tous les objets pouvant provenir du crime ou du délit à raison duquel l'extradition est réclamée, seront, suivant l'appréciation de l'autorité compétente, remis

au Gouvernement requérant, lors même que l'extradition ne pourrait s'effectuer par suite de la mort ou de la disparition ultérieure de l'individu réclamé.

Cette remise comprendra également tous les objets que l'inculpé aurait cachés ou déposés dans le pays et qui seraient découverts par la suite.

Sont réservés toutefois les droits que des tiers non impliqués dans la poursuite auraient acquis sur les objets désignés dans le présent article.

Article 16. — Les frais d'arrestation, d'entretien et de transport de l'individu dont l'extradition aura été accordée, ainsi que ceux de consignation et de transport des objets qui, aux termes de l'article précédent, doivent être restitués ou remis, resteront à la charge des deux États dans les limites de leurs territoires respectifs.

L'individu à extraditer sera conduit au port de l'État requis que désignera l'agent diplomatique ou consulaire accrédité par le Gouvernement requérant, aux frais duquel il sera embarqué.

Article 17. — Il est formellement stipulé que l'extradition par voie de transit, à travers le territoire de l'une des Hautes Parties Contractantes, d'un individu livré à l'autre Partie sera accordée sur la simple production, en original ou en expédition authentique, de l'un des actes de procédure mentionnés à l'article 8, pourvu que le fait servant de base à l'extradition soit compris dans le présent traité et ne rentre pas dans les prévisions des articles 3 et 7.

Les frais de transit seront à la charge de la partie requérante.

Article 18. — Quand au cours d'une affaire pénale non politique, l'audition de personnes se trouvant dans l'un des deux pays ou tout autre acte d'instruction sera jugé nécessaire, une commission rogatoire sera adressée à cet effet par la voie diplomatique, et il y sera donné suite en observant les lois du pays requis.

Les deux Gouvernements renoncent au remboursement des frais résultant de l'exécution des Commissions rogatoires, chaque fois qu'il ne s'agira pas d'expertises pouvant entraîner plusieurs vacations.

Article 19. — Les deux Gouvernements s'engagent à se communiquer réciproquement, sans restitution de frais, les condamnations pour crimes et délits de toute espèce qui auront été prononcées par les tribunaux de l'un des deux États contre les ressortissants de l'autre.

Cette communication sera effectuée moyennant l'envoi, par la voie diplomatique, d'un bulletin ou extrait au Gouvernement du pays auquel appartient le condamné.

Chacun des deux Gouvernements donnera à ce sujet les instructions nécessaires aux autorités respectives.

Article 20. — En matière pénale non politique, lorsque le Gouvernement de l'un des deux pays jugera nécessaire la notification d'un acte de procédure ou d'un jugement à un individu résidant sur le territoire de l'autre pays, la pièce transmise diplomatiquement sera signifiée à personne à la requête du ministère public du lieu de la résidence par les soins d'un officier compétent constatant la notification, et sera renvoyée par la même voie au Gouvernement requérant, sans restitution de frais.

Article 21. — Lorsque, dans une cause pénale non politique, instruite dans l'un des deux pays, la communication de pièces à conviction ou de documents se trouvant entre les mains des autorités de l'autre pays sera jugée nécessaire, la demande en sera faite par la voie diplomatique, et on y donnera suite, à moins que des considérations particulières ne s'y opposent, et sous l'obligation de renvoyer les pièces et documents.

Les Gouvernements Contractants renoncent au remboursement des frais résultant dans les limites de leurs territoires respectifs, de l'envoi de la restitution des pièces à conviction et documents.

Article 22. — Les stipulations de la présente Convention seront applicables aux colonies, protectorats et pays sous mandat, sauf à tenir compte des lois spéciales en vigueur dans lesdits territoires.

La demande d'extradition du malfaiteur qui s'est réfugié dans une colonie, protectorat ou pays sous mandat, pourra aussi être faite directement au gouverneur, résident général, haut commissaire ou au fonctionnaire principal de la colonie, du protectorat ou pays sous mandat.

Article 23. — Le présent Traité dont les ratifications seront échangées le plus tôt possible, entrera en vigueur dix jours après la publication qui en sera faite dans les formes prescrites par les lois des deux pays.

Il s'appliquera aux crimes et délits commis avant sa signature.

Chacune des Hautes Parties Contractantes pourra le dénoncer en tout temps, mais cette dénonciation ne produira effet qu'un an après sa notification.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent acte et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double exemplaire.

G. Terver.
C.-M. Larrea.

— 133 —

15 Avril 1937 JAPON.

ÉCHANGE DE LETTRES CONSTITUANT UN ACCORD RELATIF A LA SUPPRESSION DU RÉGIME DES BAUX PERPÉTUELS AU JAPON, SIGNÉ A TOKYO.

Ambassade de la République française au Japon

Tokyo, le 15 avril 1937 (12 Showa).

Excellence,

En conclusion des conversations qui ont eu lieu récemment entre cette Ambassade et le Ministère impérial des Affaires Étrangères en vue de mettre fin, dans un esprit d'amitié et de conciliation, au régime des baux perpétuels qui a été institué par les traités antérieurs entre la France et le Japon, j'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence, d'ordre du Gouvernement français, que celui-ci est d'accord avec le Gouvernement japonais sur les points suivants :

(1) Le régime des baux perpétuels institué par les traités viendra à expiration le 1^{er} jour du 4^e mois de la 17^e année de Showa, correspondant au 1^{er} avril 1942, date à laquelle les baux seront, sans compensation, convertis en droits de propriété, conformément aux dispositions des lois et règlements japonais. Cette conversion sera effectuée sans perception de taxe d'enregistrement sur les terrains à bail perpétuel et sur les constructions élevées sur ces terrains.

(2) L'exemption des impôts dont jouissent actuellement les preneurs de baux perpétuels sera maintenue jusqu'au 31^e jour du 3^e mois de la 17^e année de Showa, correspondant au 31 mars 1942, et les autorités japonaises n'exigeront pas le paiement de l'arriéré des impôts contestés qui éventuellement n'auraient pas encore été payés.

Je serais reconnaissant à Votre Excellence de bien vouloir me confirmer l'accord du Gouvernement japonais sur les termes de la présente note.

Charles Arsène-Henry.

A S.E. M. Naotake Sato, Ministre impérial des Affaires Étrangères.

Tokyo, le 15 avril 1937.

Excellence,

J'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Excellence de sa note en date de ce jour par laquelle elle a bien voulu m'informer de ce qui suit : [voir lettre précédente].